

### Coût de la vie

Côté politique monétaire, les taux d'intérêt ont augmenté et augmentent toujours. Qu'arrive-t-il alors au système monétaire? D'abord, d'une manière générale cela fait l'affaire des gros clients. Les taux d'intérêt élevés ne les affectent pas, parce qu'ils sont en mesure de les absorber en élevant leurs prix. En fait, si l'on établit une comparaison entre les taux d'intérêt et le taux d'investissement qui avaient cours récemment, on constate que les taux d'intérêt élevés n'ont nullement ralenti les investissements des grandes sociétés.

Mais qu'advient-il du petit emprunteur, du cultivateur, du petit commerçant, du pêcheur ou du propriétaire? Ils sont les premiers à être touchés. Car eux ne peuvent obtenir de prêts. Leur activité est entravée. Pourtant, ce sont eux qui devraient accroître la productivité de notre économie. Le gouvernement affirme maintenant qu'il tentera de savoir si ces personnes obtiennent ou n'obtiennent pas des prêts. C'est bien inutile; tous les jours, je suis certain que les députés reçoivent des plaintes de leurs commettants qui ne peuvent obtenir de prêts ni d'argent aux anciens taux. Dans ses politiques en matière d'offre on aurait pensé que le gouvernement aurait retiré la taxe de vente sur les matériaux de construction, mais il ne l'a pas fait. On aurait pensé que dans le budget, il aurait tenté de stimuler le rendement des petites entreprises, cependant tel ne fut pas le cas. Le gouvernement dit: «Nous ferons face à l'inflation au Canada en augmentant l'offre», mais je dis qu'il n'y a absolument rien qui témoigne d'un programme cohérent pour attaquer le problème de façon logique.

Le gouvernement est surtout à blâmer à cause de la politique monétaire et financière en général dont il se sert depuis des années pour diriger l'économie. Il croit évidemment qu'il est possible de contrôler essentiellement de façon valable l'économie et d'en arriver à un équilibre des prix, au plein emploi et à la pleine croissance en n'utilisant que les mesures monétaires et financières. Il n'en est pas ainsi. Ce fut peut-être le cas il y a 25 ans ou 30 ans mais ce ne l'est certainement pas aujourd'hui.

Ce ne l'est pas pour quatre raisons. En premier lieu, les politiques monétaire et financière comme nous les connaissons sont conçues pour fonctionner au sein d'économies parfaitement concurrentielles. L'économie canadienne n'est pas parfaitement concurrentielle. C'était une situation très claire au tout début des années 70 lorsque le gouvernement a suivi une politique de restriction de la production. Les prix n'ont aucunement baissé. Nous avions un niveau de chômage de 7.1 p. 100 et il n'y a eu qu'une baisse de production. Il n'y a pas eu de diminution des prix. Actuellement, les prix continuent d'augmenter. Si les politiques monétaire et financière devaient fonctionner comme elles le devraient en théorie, au cours de cette période, les prix auraient évidemment diminué. Cependant, tel ne fut pas le cas. La seule chose qui est survenue est que l'activité économique a été restreinte mais les prix ont continué d'augmenter. Il est clair que nous étions alors dans une période d'inflation et que les politiques monétaires n'étaient tout simplement pas efficaces.

Deuxièmement, le gouvernement semble croire qu'il peut recourir uniquement à des politiques monétaires et fiscales pour réaliser la stabilité des prix et le plein emploi, car il croit pouvoir prévoir la répercussion des modifications que ces politiques apporteront à l'économie durant une certaine période. Toutefois, nous ignorons quels seront ces effets. La seule preuve qui semble être probante est que nous n'avons pas assez de renseignements pour savoir quelles seront réellement les répercus-

sions de ces modifications apportées aux politiques. Je rappelle au ministre que dès l'an dernier, nous pensions, d'après les preuves disponibles, que le gouvernement avait créé un déficit budgétaire. Il y a toutefois eu un excédent. De fait, toute la portée de la politique a été modifiée à cause de la pénurie de renseignements à ce moment-là. En raison de cette absence de renseignements, il est impossible de prédire exactement quel sera l'effet des politiques monétaires et fiscales, et des moyens d'action aussi vastes et rudimentaires sont nettement insuffisants.

Troisièmement, les politiques monétaires et fiscales ne seront pas aussi efficaces qu'on l'avait espéré parce que l'économie canadienne est différente de celle de n'importe quel autre pays du monde. Nous sommes différents à cause de la grande participation étrangère dans notre économie. Les industries de fabrication appartiennent aux étrangers à raison de 57 p. 100 probablement; les industries minières, dans la proportion de 55 p. 100; le pétrole, le gaz et les mines de charbon, dans environ 82 p. 100, les raffineries de pétrole, dans environ 99 p. 100 et ainsi de suite. Je ne dis pas que c'est bon ou mauvais, mais je parle du point de vue des réactions sur notre économie de ce genre d'opérations. Normalement, en vertu de politiques fiscales normales, une réduction d'impôts, surtout dans les impôts sur les revenus des sociétés, devrait normalement engendrer une augmentation des placements. Toutefois, si les décisions concernant les augmentations de placements sont prises ailleurs qu'au Canada, alors, on peut douter que cet effet se produise. Il se peut que cette réaction ne se produise pas du tout.

On peut en dire autant de la politique monétaire. Dans une situation où les marchés de capitaux et le système bancaire sont mêlés à ceux d'un autre pays, même si l'on peut modifier la politique monétaire, les effets ne seront pas alors ceux que l'on escomptait. On a laissé entendre, lorsque le taux pratiqué par les banques avait été haussé une première fois au Canada, que la chose avait été faite à la suite d'emprunts considérables effectués par des sociétés étrangères, surtout des sociétés dont le siège social se trouve aux États-Unis. Comme le taux d'intérêt à court terme au Canada était inférieur à ce qu'il était aux États-Unis, ces sociétés sont venues ici pour emprunter. A cause de l'entremêlement considérable de nos deux marchés des capitaux, la seule réaction à laquelle le gouvernement a songé a été de hausser le taux d'escompte. Ce qui a eu pour effet de faire monter tous nos taux d'intérêt, et de nous faire tous payer davantage. Le gouvernement a agi ainsi parce qu'il ne démord pas de l'idée que l'on ne peut intervenir dans les opérations des méthodes monétaires et fiscales.

Il est clair que cela n'a absolument aucun sens de voir monter tous les taux d'intérêt au Canada, en particulier à long terme, simplement parce que des sociétés étrangères font des emprunts considérables auprès du système bancaire canadien, parce que ses taux à court terme sont plus faibles que partout ailleurs. Dans l'état actuel des choses, on aurait pu s'attendre à un débat sérieux sur les possibilités de prélever un impôt de péréquation sur les entreprises nationales ou à quelque autre disposition de cette nature. Le fait est que les politiques monétaire et fiscale d'application générale en vigueur au Canada depuis 15 ou 25 ans ne peuvent tout simplement pas réaliser la stabilité des prix, la croissance raisonnable et le plein emploi relatif.